



Marseille (Bouches-du-Rhône), le 8 février. L'imam El Hadi Douadi aurait légitimé la mise à mort des auteurs d'adultère et d'apostat.

LE CAS DE LA MOSQUÉE AS SOUNNA À MARSEILLE

C'ÉTAIT UN LIEU de culte emblématique des Bouches-du-Rhône. En décembre, la mosquée As Souanna a été fermée pour six mois par le préfet du département en vertu de la loi Silt, instaurant dans le droit commun des dispositions de l'état d'urgence. « Aux seules fins de prévenir » des actes de terrorisme, celle-ci autorise la fermeture provisoire d'un lieu de culte si des « propos qui sont tenus, les idées ou théories qui sont diffusées ou les activités qui se déroulent provoquent à la violence, à la haine ou à la discrimination ».

Une dizaine de jeunes seraient partis en Syrie

« Le salafisme contrevient à la culture française, notamment au travers de sa vision des relations hommes-femmes », insiste un ex-agent du Renseignement territorial, délégué syndical Vigi-Police.

Selon le ministère de l'Intérieur, une dizaine de jeunes qui fréquentaient cette mosquée seraient partis en Syrie. As Souanna concentrerait aussi la quasi-totalité des verbalisations pour dissimu-

lation illégale du visage dans un espace public (port du niqab). Son imam, El Hadi Douadi, 64 ans, aurait légitimé la mise à mort des auteurs d'adultère et d'apostat, aurait fait « l'apologie du djihad armé » tout en condamnant en public le terrorisme, étendant son influence sur une vingtaine de mosquées en France. Le 20 avril, il a été expulsé vers l'Algérie.

Selon une source au sein du ministère de l'Intérieur, la mairie de Marseille vient de préempter les locaux de la mosquée afin de prévenir toute réouverture. Pour M^e Philippe Pérollier, l'avocat chargé de défendre les intérêts de l'association culturelle, ces fermetures « peuvent porter atteinte à la liberté religieuse et d'expression ».

« Les autorités se reposent sur des notes des services de renseignement. Or, ces notes ne font l'objet d'aucun contrôle, listant des arguments parfois invérifiables, comme le fait que certains fidèles sont partis faire le djihad. Comment peut-on prouver le lien de cause à effet ? Les autorités avancent parfois la portée de textes lus dans ces lieux. On peut ne pas les cautionner mais ce sont parfois des textes issus du Coran. »

Dans le cas d'As Souanna, le Conseil d'Etat a validé la décision préfectorale.

J.-M.D., J.P.-L. ET É.P.

Marseille (Bouches-du-Rhône), décembre 2017. La mosquée As Souanna a été fermée pour six mois.



1°) la mosquée « As Souanna », vecteur du communautarisme islamique...

La mosquée « As Souanna » est fréquentée de longue date par des femmes portant le voile intégral.

Le Boulevard National, où se trouve le lieu de culte, concentre à lui seul la quasi-totalité des verbalisations pour « dissimulation illégale du visage dans un espace public ». Ainsi, durant l'année 2016, dix-huit verbalisations ont eu lieu sur le boulevard à l'encontre de jeunes femmes arborant le niqab. Lors de leur contrôle, elles revendiquaient clairement la fréquentation de la mosquée « As Souanna » et le fait de suivre les préceptes de l'imam El Hadi DOUDI.

Le port de cet attribut vestimentaire, symbole d'adhésion à une interprétation radicale de l'islam, a même généré des troubles à l'ordre public. Ainsi, dans la nuit du 26 juillet 2012, des policiers qui tentaient de contrôler l'identité d'une jeune femme voilée ont été pris à partie par une cinquantaine de personnes devant la mosquée « As Souanna ».

Extrait de la note qui a permis de justifier la fermeture de la mosquée As Souanna.

RÉCIT

« UNE VISION FERMÉE DE L'ISLAM »

Julien*, un converti, passé par un centre de déradicalisation, raconte son expérience salafiste.

D'AUSSE LOIN qu'il se souviennent, Julien* s'est toujours posé des questions « existentielles ». Très jeune, les religions l'attirent. En 2010, tout juste majeur, c'est dans l'islam et sa mouvance salafiste que ce jeune Aveyronnais qui a grandi dans une famille catholique trouve des réponses. « Pourquoi le salafisme ? Parce que c'était le courant qui avait le vent en poupe. Et puis la littérature salafiste est

la mieux faite et la plus répandue », développe-t-il. Fasciné par la lecture du Coran, il s'engage de son propre aveu « avec l'ardeur du néophyte » dans sa nouvelle croyance. « Quand vous êtes dans la *salafiyya*, vous êtes persuadé de faire partie du groupe sauvé. J'étais porté par ma foi », précise ce jeune homme qui affirme en être aujourd'hui revenu. Pour parfaire sa formation, il s'installe à Marseille, où il se marie avec une jeune convertie et fréquente la mosquée de l'imam El Hadi Douadi, expulsé le mois dernier en raison de ses prêches jugés trop radicaux.

Julien, 26 ans aujourd'hui, peine à décrire les implications pratiques de cet engagement. « C'est une vision fermée et intolérante de l'islam qui peut s'opposer à certains

principes républicains, admet-il. Toute la vie quotidienne est conditionnée par les écrits du Prophète. Je ne voyais pas nécessairement des ennemis, mais plutôt comme des gens perdus. »

Cauchemar

Selon lui, le salafisme est une croyance « rigoriste en soi ». « On peut considérer que c'est une porte d'entrée vers la violence mais, attention, prévient-il, cela ne veut pas dire que tous les salafistes sont violents. Et encore moins terroristes. A Marseille, je n'ai jamais entendu de prêches tendancieux. C'est la foi qui est radicale, pas nécessairement les actes. Je n'ai par exemple jamais été tenté d'aller faire le djihad en Syrie. »

Le parcours de Julien, qui a

arrêté ses études en 3^e, le mène plutôt vers le Maroc. « Je souhaitais vivre dans un pays où l'on ne jugerait pas ma foi », relate-t-il. Mais l'expérience vire au cauchemar. En décembre 2014, il est arrêté, suspecté d'association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un attentat. Après quatre mois de détention, il est acquitté et retourne en France.

Progressivement, par des lectures notamment, Julien assure qu'il s'est éloigné du salafisme. « Je me suis rendu compte que j'avais été berné. Les salafistes ont une vision figée de la religion alors que, moi, je remets sans cesse tout en question. » En septembre, l'Aveyronnais fait partie des premiers pensionnaires du centre de déradicalisation de Pontourny (Indre-et-Loire).

« J'ai accepté la proposition. Le projet était mal ficelé (NDLR : le centre a fermé moins d'un an après son ouverture) mais, en quatre mois, j'y ai rencontré des gens très intéressants. »

Désormais installé en Gironde, où il travaille en intérim, Julien n'a rien renié de son engagement dans l'islam, mais il le décrit comme « plus intime et plus épanoui ».

TIMOTHÉE BOUTRY

* Le prénom a été changé.



Je me suis rendu compte que j'avais été berné. Les salafistes ont une vision figée de la religion alors que, moi, je remets sans cesse tout en question.